

SYNTHESE DEBAT LA COOPERATION ET LA MUTUALISATION, UNE FORCE POUR L'ESS

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Animateur: Jean-Yves Le Turdu

Intervenants: Henri Arevalo (Sicoval), Christophe Chevalier (Pôle Sud Groupe Archer), Sandrino Graceffa (Initiatives et Cités), Grégory Huchon (CNCRES), Michel Adam (IRIS), Laurent Fraisse (Labo ESS)

Comment la coopération entre acteurs de l'ESS, collectivités et d'autres entreprises peut contribuer à créer de nouvelles activités, de nouveaux services, de nouveaux emplois sur les territoires ? Comment s'organiser pour réussir une coopération économique territoriale ?

Coopérer et mutualiser : des principes essentiels de l'ESS et un impératif face à la crise

Face à la tentation du chacun pour soi et de la montée des égoïsmes, la coopération et la mutualisation deviennent des impératifs d'une économie plus juste, plus solidaire, plus innovante et plus stable à la fois.

Comme l'a rappelé Michel Adam (IRIS), les principes de coopération et de mutualisation sont au cœur des initiatives et des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Coopérer, c'est faire ensemble. Décider, entreprendre, travailler et participer à un projet commun sont de puissantes sources de créativité et d'efficacité.

COOPERATION
MUTUALISATION

Mutualiser, c'est mettre en commun des idées, compétences et ressources pour faciliter l'accès du plus grand nombre à des biens et services essentiels et permettre de faire face solidairement aux aléas de la vie. Plusieurs formes de coopération existent : de la simple coordination ponctuelle autour d'un projet au groupement permanent d'entreprises (GIE, GES¹ ...) en passant par la mutualisation permanente dans un lieu (hôtel d'activités, pépinière solidaire...), l'organisation des échanges (foire, convention d'affaire, centrale d'achat...) ou des entreprises multi-parties prenantes (SCIC²). Pour autant la coopération ne se décrète pas. On ne naît pas coopérateur, on le devient !

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

[www.pouruneautreconomie.fr/
synthese debates](http://www.pouruneautreconomie.fr/synthese debates)



COOPERATION MUTUALISATION

Développer des Pôles Territoriaux de Coopération Economique

Laurent Fraisse (Labo de l'ESS) rappelle que les priorités nationales d'aménagement et de développement des territoires ne prennent pas suffisamment en compte la richesse et les spécificités des dynamiques de coopération et de mutualisation économiques initiées par l'ESS. Sur des pôles de compétitivité au plan de relance, l'accent est mis sur la recherche à tout prix d'avantages compétitifs sur les marchés mondiaux, la concentration de l'investissement sur la seule innovation technologique et l'implantation de filières industrielles à « haut potentiel de croissance ». Cette approche néglige le potentiel de création d'activités et d'emplois durables issus des processus de coopérations territoriales entre entreprises locales, de valorisation et d'hybridation de diverses ressources dans la réussite des projets communs, de relocalisation d'activités au travers de circuits courts ou d'innovations sociales pour répondre à des besoins non satisfaits.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SYNTHESE DEBAT

LA COOPERATION ET LA MUTUALISATION, UNE FORCE POUR L'ESS

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Il convient aussi de valoriser des « **grappes d'entreprises** » et autres « **clusters** » initiés par l'ESS qui mettent la coopération entre entreprises, collectivités et recherche au service d'un développement local durable et solidaire.

D'où la proposition de valoriser et développer des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) qui peuvent se définir comme des regroupements, sur un territoire donné, d'initiatives, d'entreprises et de réseaux de l'économie sociale et solidaire associés à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation, qui mettent en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable³.

Pôle-Sud Archer (Romans) est un exemple de PTCE. Comme le rappelle son Président, Christophe Chevalier, ce regroupement, au sein d'un même lieu ouvert au public à Romans, d'un ensemble d'acteurs de l'ESS de la Drôme (groupe Archer, Urcop, Coorace, Cress Rhône-Alpes, l'Adie, fonds territorial France Active, la Nef...), favorise une dynamique

COOPERATION MUTUALISATION

collective d'échanges, de mutualisation de services et de développement de nouvelles activités avec des partenaires extérieurs.

Ils sont conscients que les actions d'insertion permettent de « changer l'ordre des gagnants », ce qui est important, mais insuffisant dans une situation d'aggravation du chômage. Aussi, le Pôle Sud-Archer est moteur de coopérations entre acteurs de l'ESS, le tissu économique local et les collectivités territoriales pour sauvegarder ou développer des activités et des emplois dans son territoire. C'est ainsi que la mobilisation des énergies locales (entreprises, élus, anciens salariés, bénévoles, retraités), a permis la relance d'un atelier de fabrication de chaussures, filière symbole à Romans. La coopération, c'est aussi le projet d'une centrale d'achats pour les entreprises du bassin de vie et leurs salariés.

Présenté comme le premier « **Cluster de l'économie sociale et solidaire en Nord-Pas de Calais** », **Initiatives et Cité** regroupe dix entreprises au sein d'une Union d'Economie Sociale. Ces entreprises s'adressent à des clientèles de même type, telle que collectivités locales et territoriales, associations, coopératives ou habitants. Leurs activités sont complémentaires dans le



COOPERATION MUTUALISATION

l'étude, le conseil, la formation, la communication, l'organisation d'événementiels, les relations publiques, les relations presse, l'expertise comptable, l'édition de logiciels spécialisés.... Son directeur, Sandrino Graceffa, souligne qu'Initiatives et Cité est l'aboutissement d'un temps long de coopération informelle préalable à toute structuration. C'est la condition d'un investissement dans la durée, notamment financier, des entreprises parties prenantes. Fort du label « grappe d'entreprise » par la DATAR, Sandrino met en garde contre le risque de valoriser et développer les pôles territoriaux de coopération économique sur le modèle des pôles de compétitivité.

Le soutien des réseaux et des collectivités territoriales

Henri Arevalo, élu à Ramonville St Agne⁴ et membre du RTES, rappelle que la création de pôles territoriaux avait été lancée par le REAS⁵ dès les années 90.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SYNTHESE DEBAT LA COOPERATION ET LA MUTUALISATION, UNE FORCE POUR L'ESS

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Initiateur de la Maison de l'économie solidaire à Ramonville qui regroupe 14 structures, il souligne combien les collectivités territoriales, et notamment les élus à l'ESS, jouent un rôle structurant pour faciliter la coopération et le regroupement des acteurs de l'ESS dans un même lieu. Pour les collectivités, la réflexion et la création de Pôles Territoriaux se situent dans une nouvelle étape des politiques locales de l'ESS afin de favoriser les changements d'échelle et la visibilité de l'ESS dans le développement territorial. Les élus en charge de l'ESS ont promu l'idée de pôles de coopération en contre point de la vision réductrice du développement diffusée par les pôles de compétitivité.

Aller plus loin dans le développement de tels pôles suppose des choix politiques au niveau national sur le soutien à l'ESS et sa prise en compte dans les politiques d'aménagement du territoire.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

COOPERATION
MUTUALISATION

Grégory Huchon, chargé de mission à la CRESS Bretagne, a coordonné un travail sur l'importance des réseaux territoriaux pour favoriser la coopération locale des acteurs et entreprises de l'ESS⁶.

Il insiste sur la nécessité de développer et accompagner non seulement les PTCE mais les différentes formes de coopération : hôtels d'activité, lieux mutualisés, groupements d'employeurs, grappes d'entreprises (clusters, SCIC, UES, GES...), réseaux d'affaires, pôles et réseaux infrarégionaux...

Fort de l'expérience des pôles de développement de l'ESS en Bretagne, il souligne l'importance de structurer les acteurs de l'ESS à un niveau infrarégional, les pays ou les bassins d'emploi.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR
[www.pouruneautreconomie.fr/
synthesesdebats](http://www.pouruneautreconomie.fr/synthesesdebats)



COOPERATION MUTUALISATION

La volonté des acteurs locaux, le temps du projet, le financement d'une fonction d'animation, l'ouverture à l'ensemble des acteurs du territoire et les moyens d'un accompagnement sont les conditions de réussites de réseaux territoriaux.

Aussi, il plaide pour valoriser les coopérations des acteurs de l'ESS dans le cadre d'une démarche progrès plutôt que par des procédures de labellisation trop clivantes et excluantes !

Notes

1. Groupement d'Intérêt Economique, Groupement d'entreprises solidaires.
2. Société Coopérative d'Intérêt Collectif.
3. Cf. Note du groupe de travail Labo ESS, « Expérimenter et labelliser des pôles territoriaux de coopération économique », septembre 2008.
4. Cahier « Le territoire du SICOVAL », <http://www.pouruneautreconomie.fr/?q=node/774>.
5. Réseau de l'économie alternative et solidaire.
6. Cahier CNCRES, « Des réseaux territoriaux d'acteurs de l'ESS moteurs du développement local <http://www.pouruneautreconomie.fr/?q=node/600>

SYNTHESE DEBAT S'ENGAGER ET AGIR POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE

Vendredi 17 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Animateur : François Soulage (Secours catholique)

Intervenants : Filippo Addari (Euclid), Pascal Canfin (Eurodéputé, Europe Ecologie), Marie Christine Vergiat (Eurodéputée, Front de Gauche), Sylvie Goulard (Eurodéputée, MODEM), Denis Stokkink (Pour la solidarité), Pascale Ribes (Association des paralysés de France).

A l'heure où l'austérité est à l'agenda de l'Union Européenne, l'urgence d'une Europe solidaire est plus que jamais d'actualité. Comment l'ESS peut s'engager pour faire valoir les valeurs de coopération, de solidarité et de démocratie à l'échelle européenne ? Comment mieux faire reconnaître les spécificités de l'ESS comme une composante à part entière d'un modèle social européen à consolider ?

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

JEUNES

IDEES FORTES

1. Les acteurs de l'ESS se sont mobilisés sur le dossier des services sociaux d'intérêt général (SSIG). Par exemple, l'Uniopss et le Labo de l'ESS ont proposé, à travers un manifeste européen, la création d'un centre ressource pour les SSIG, idée reprise depuis par l'Eurodéputé irlandais M. De Rossa.

2. Il existe de réelles opportunités au niveau européen pour les acteurs de l'ESS et des leviers d'action à saisir.

3. L'UE joue un rôle essentiel en matière de lutte contre les discriminations. Il y a eu de réelles avancées en matière d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, de mobilité ou encore d'accessibilité, pour les personnes handicapées, suite à l'adoption d'une législation communautaire contraignante. L'ESS française peut s'approprier ces avancées.

4. Afin de faire avancer l'Europe solidaire, il faut dépasser les cadres nationaux de référence et utiliser davantage le Parlement européen comme un allié.

5. Une position forte des banques de l'ESS sur des axes de réforme du système financier est attendue.

6. Les acteurs français ont une approche très hexagonale des enjeux européens et ont du mal à élaborer des compromis qui seraient acceptables pour tous les acteurs de l'ESS au niveau européen.

EUROPE SOLIDAIRE

ACTIONS EN COURS

▪ La Commission européenne a lancé, début 2011, une initiative européenne en faveur de « l'entrepreneuriat social » qui prévoit la création d'un fonds européen pour l'innovation sociale.

▪ Le combat n'est pas perdu en faveur de la notion de service d'intérêt général. Les règles européennes peuvent évoluer dans les mois qui viennent et elles peuvent aller dans le sens des Services d'intérêt Economique général – cette évolution réglementaire devra préserver un mode de financement sous forme de subvention.

PISTES

▪ Le secteur de l'ESS devrait davantage s'emparer de ces questions de gouvernance et de régulation économique et être en capacité de construire un discours alternatif.

▪ Les acteurs français de l'ESS devraient davantage construire des stratégies européennes.

▪ L'ESS française n'investit pas encore assez l'espace politique européen, ce qui ne facilite pas la construction d'une société civile européenne avec un langage commun.



SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Animateur Christian Sautter (France Active)

Intervenants : Jean-Louis Bancel (Crédit Coopératif), Catherine Barbaroux (Adie), Alain Bernard (Secours Catholique), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), Anne-Sophie Casteigt (Ile-de-France Active), Pascal Canfin (Finance Watch), Thomas Coutrot (ATTAC), Jean-Marc de Boni (La Nef), Augustin de Romanet (CDC), Sophie Des Mazery (Finansol), François de Witt (Finansol), Jean-Michel Lécuyer (France Active), Kent Hudson (Khent), Sylvie Mayer (AP2E), Françoise Revellat (Cigales-Garrigues)

Pour conjuguer finance et solidarité, pour une réappropriation de la finance et de l'économie par les citoyens pour donner du sens à son argent, des voix se font entendre et des initiatives existent.

ARCHITECTURE DU DEBAT

1 / L'argent comme un outil au service du développement humain et non comme une fin en soi

2/ Un accès aux services bancaires et financiers doit être un droit essentiel sans discrimination pour les personnes comme les territoires

3/ Propriétaire de mon argent et responsable de son utilisation : transparence, démocratie des circuits financiers

4/ Pour le développement d'une épargne citoyenne et solidaire à la mesure des enjeux de l'ESS

FINANCE

1 / L'argent comme un outil au service du développement humain et non comme une fin en soi

Sophie des Mazery (Finansol), Jean-Louis Bancel (Crédit Coopératif), Pascal Canfin (Finance Watch), Jean-Marc de Boni (La Nef), Thomas Coutrot (ATTAC)

Présentation Sophie Desmazerie : (cf diaporama)

Pascal Canfin

Le lobbying financier existe mais il n'y a pas en face de contre-pouvoir de la société civile au monopole de l'industrie bancaire et financière. Un appel a été lancé pour constituer ce contre-pouvoir avec des experts qualifiés pour faire de la contre-expertise indépendante, du contre lobbying et de la capacité à communiquer pour faire vivre ce débat public.

Pascal Canfin souhaite casser le monopole de l'industrie financière. Il est possible de suivre l'initiative sur le site : www.finance-watch.org

Jean-Marc de Boni

Jean-Marc de Boni est très heureux de voir que l'indignation contre la finance folle est reprise ; le comportement fou est à l'œuvre aussi sur les matières premières alimentaires. Il est important de lutte contre la finance folle qui ne sert plus les besoins humains et qui menace les générations à venir.

Il y a une obligation à nous tourner vers d'autres moyens pour financer d'autres formes de programmes. D'où la création d'une banque éthique en France et en Europe pour fédérer l'ensemble des banques éthiques d'Europe. Une banque éthique est transparente sur ses flux et sur l'utilisation de l'argent, sur la gouvernance de la banque. Elle laisse le choix aux épargnants de l'orientation de l'utilisation de leur argent. Il souhaite que la NEF devienne une banque autonome.

FINANCE

Thomas Coutrot (ATTAC)

Un mouvement social en alternative aux idées libérales se construit à travers les Etats généraux de l'ESS. La finance folle organisée par les politiques publiques, par la libéralisation financière existe depuis plus de 25 ans. La finance a colonisé les politiques publiques qui ne pensent plus en dehors des intérêts de la finance. Il y a fusion intellectuelle et physique entre les administrations et les responsables des institutions financières. D'où l'absence de réelle volonté politique à faire changer les choses. La crise financière s'est retournée contre la politique sociale et des plans d'austérités s'imposent et la société n'acceptera pas que l'on se retourne sur les acquis de la société.

Une nouvelle crise va avoir lieu et elle sera plus grave car les Etats ne sont plus en mesure de servir de filet de protection. Des problèmes fondamentaux sur l'organisation sociale des Etats sera posée.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Thomas Coutrot (ATTAC)

D'où l'importance de créer de nouvelles façon de financer des solutions autres. Mais que deviendront les banques ? **ATTAC** lance une campagne « *A nous les banques* » pour les pousser à plus de transparence dans leurs attitudes sur les marchés et l'impact environnemental de leurs décisions dans leurs activités de financement de projets qu'ils financent.

La campagne reçoit un très bon accueil des citoyens et de nombreuses réponses des banques. C'est une démarche citoyenne de réflexion sur ce que devrait être une banque qui fonctionne au service de la société. Cette démarche avec les citoyens et les banques permettra de préparer les alternatives de demain.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
 17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
 Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

Jean Louis Bancel (Crédit coopératif)

Le Crédit coopératif travaille à être une banque utile à tous ceux qui créent l'activité sur les territoires à tous ceux qui veulent faire bouger leur monde. Etre banquier c'est être au service de ceux qui font le tissu économique de la société.

Notre dernière innovation est une contribution volontaire sur les transactions de change pour financer des projets dans les pays en voie de développement.

Cette contribution (0,01 % des opérations de change) est prise en charge par la banque, elle ne coûte rien aux usagers. Cela représente 100 000 euros.

Il espère que cette initiative fera des émules auprès de ses collègues banquiers. Pour cela il faut la relayer.

2 / Un accès aux services bancaires et financiers doit être un droit essentiel sans discrimination pour les personnes comme les territoires

Jean-Michel Lécuyer (France Active), Alain Bernard (Secours Catholique), Catherine Barbaroux (Adie), Kent Hudson (CRA), Anne Sophie Casteigt

Présentation des propositions par Jean-Michel Lécuyer (cf : diaporama)

Alain Bernard (secours Catholique)

Il y a exclusion financière sur des territoires, mais aussi en direction des publics. C'est une exclusion du bon usage des produits financiers par rapport aux besoins. Si une banque veut faire de l'accessibilité bancaire, elle aura un désavantage concurrentiel il faut donc une politique d'incitation.

FINANCE

C'est l'objet du manifeste porté par sur l'initiative du Secours Catholique, par la Croix Rouge et l'Union Nationale des Centres de Communion d'Action Sociale

Ce manifeste dit trois mots : la **transparence**, l'**auto-évaluation** des banques sur leurs pratiques, la **certification** à partir d'indicateurs.

Incitation : certification rendue publique, lorsqu'une collectivité publique lance un appel d'offre ; ce serait privilégier les banques qui ont un bon niveau d'évaluation.

Alain Bernard Souhaite faire évoluer les fonds de cohésion sociale. La loi est le meilleur vecteur sur les grands principes du manifeste. Pour ce faire, il compte créer des alliances pour porter le plaidoyer.



SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Anne Sophie Gasteigt (France Active)

Avoir accès au service bancaire en se plaçant en tant qu'acteur de l'économie. Tout porteur de projet doit avoir accès au crédit bancaire. Face à un cercle vicieux où l'exclusion sociale génère l'exclusion bancaire et la possibilité d'obtenir des prêts bancaires lorsque la personne a un projet pour s'en sortir.

France active a fait un double pari :

- les chômeurs peuvent être des chefs d'entreprise.
- Les banques sont capables de faire leur métier et financer leur projet ; crée le micro crédit bancaire garanti avec 4 acteurs le créateur L'entreprise, la banque fait le micro crédit, France active sert de courroie de transmission en se portant garant du projet (viabilité plus caution) et pouvoirs publics qui financent l'accompagnement de l'entreprise.

Triple impact positif : Pour le créateur, pour les banques qui récupèrent un bon public, pour les pouvoirs publics car une personne prise en charge par la société devient un acteur. Cela démontre du potentiel de l'ESS pour faire évoluer vers une autre économie.

Catherine Barbaroux (ADIE)

Adie fait des prêts directs auprès de personnes qui n'ont pas de bancarisation ; 12 000 micro-crédits l'année dernière avec des taux de réussite de 69 % de pérennité à 2 ans.

Comment aller plus loin ?

Catherine Barbaroux a personnellement beaucoup bataillé auprès du ministère du travail pour faire évoluer les choses. Elle s'aperçoit que tout le monde est conscient qu'il faut changer les choses et chacun doit se mettre en mouvement avec des incitations législatives et des rapports de force. On prend bien le sujet si l'on montre que l'on a besoin d'une ingénierie collective.

La caisse des dépôts est centrale pour une logique territoriale et sociale. Toutes les banques mutualistes devraient être attachées à leur identité. Il faut que tout le système bouge; pourquoi est-il si difficile de faire du crédit sur tous les quartiers difficiles ?

Il faut travailler la proximité avec les grands réseaux sociaux qui connaissent ces populations.

Nous ne pouvons être dans le modèle économique des banques. Nos 1 700 bénévoles changent notre modèle économique qui nous permet de faire cet accompagnement individuel.

Il faut un système d'inclusion financière avec une gamme d'outils pour les ayants droits, 150 000 personnes devraient bénéficier de nos appuis et nous ne les touchant pas tous il nous faut tous les acteurs pour amplifier ce cercle vertueux.

FINANCE

Kent Hudson (CRA)

Le CRA (COMMUNITY REINVESTMENT ACT) donne la possibilité d'évaluer le potentiel en matière de développement du territoire dès lors que l'on adopte une obligation pour les banques de produire d'une manière non discriminatoire sur chaque territoire.

Il met en place un mécanisme d'évaluation qualitative régulière des banques en relation avec nos collègues de l'épargne. Cette notation des banques est faite en prenant en compte les remarques, critiques et commentaires qui sont faits non pas seulement par les usagers des banques, mais également par les associations, les entreprises, les différents acteurs et l'ESS locale qui participent dans l'évaluation.

Leur point de vue rentre dans un dialogue, une sorte de triangle entre le régulateur fiduciaire national de la banque sur le plan financier, les banques elles-mêmes, et différentes émanations du pouvoir démocratique local, y compris les élus dans bien des cas, négocient ce que vont faire les banques.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Depuis 35 ans plus 1400 milliards de dollars de crédits et de services bancaires ont été ainsi canalisés vers les territoires et les populations défavorisés pour promouvoir le développement local. Il y a plus de 6000 ONG, associations, entreprises ESS autour de l'action financière qui sont auto financées par les banques. Il n'y pas de raison de ne pas faire ce genre de progrès assez rapide en France qui peut sûrement décupler le montant des investissements privés qui vont pour les petits entrepreneurs et notamment autour des TPME en France.

ECHANGES AVEC LA SALLE

- Quels sont les facteurs qui permettent que cela réussisse ? Donc quelle est le mécanisme de contrôle pour que ceux qui ont une valeur de l'économie sociale puissent l'appliquer ?
- Comment faire pour que ceux-là qui ont des valeurs, qui ont des moyens considérables puissent les mettre dans la réussite que nous souhaitons tous ce soir.
- Comment rendre transparentes les banques mutualistes qui ont une jolie façade ?
- Comment passer de la cuillère à soupe à la louche ?

FINANCE

REponses

Jean-Louis Bancel :

D'abord en les mettant dans le bon camp. Il ne faut pas ostraciser, il faut redonner une fierté coopérative aux banques, et aux mutuelles et après, il faut un effet de tenailles entre les sociétaires, les clients.

Pascal Canfin :

Malheureusement, je souscris aux propos tenus sous une forme de défaillance d'un certain nombre d'opérateurs bancaires de l'économie sociale dont on aurait pu attendre autre chose après la crise.

La question du financement des investissements est nécessaire. On a aujourd'hui par exemple au travers des assurances-vie une manne extraordinaire d'épargne et on pourrait tout à fait imaginer flécher une partie de cette épargne vers des investissements nécessaires à la conversion écologique, nécessaires au développement des micros-crédits et c'est pareil pour le livret A, modèle extraordinaire que beaucoup de pays en Europe nous envie, justement il permet un financement du logement social via notamment la Caisse des dépôts de façon dés-intermédiée des systèmes financiers. je pense que l'on a comme responsabilité de mettre en œuvre des réformes financières en France comme en Europe qui permettent justement de flécher directement l'épargne vers des projets.

Kent Hudson :

Pour prendre l'exemple du contrôle mis en place par le CRA sur ces questions-là, le reporting statistique complètement détaillé sur la production de chaque banque permet au citoyen de comparer chaque banque sur les actions, sur chaque territoire.

FINANCE

Thomas Coutrot :

Il faut retirer aux banques le monopole du financement des Etats. On ne peut plus continuer avec ce système où les Etats sont obligés de se financer auprès des banques commerciales et des banques privées dans les conditions que l'on connaît aujourd'hui. Il faut une réforme de la BCE, une réforme des traités européens pour permettre une monétarisation des déficits. Que les banques européennes puissent prêter aux Etats quand ils ont des déficits conjoncturels, c'est quelque chose que l'on va devoir rapidement mettre sur la table. On ne peut pas continuer dans cette situation.

Pascal Canfin :

Je pense que si l'on part du principe que l'on veut diminuer le déficit, les investissements à travers une mobilisation, un fléchage de l'épargne il peut y avoir un rôle politique pour le monétaire qu'on débat régulièrement ensemble avec Thomas Coutrot mais je pense que la réalité aujourd'hui c'est que l'immense déficit public est lié à un déficit de collecte d'impôts et que si l'on revenait au taux de l'an 2000 on aurait une collecte supplémentaire d'impôt pour l'Etat autour de 80 milliards d'euros. Sachant que le déficit est à 120 milliards d'euros on aurait réglé une grande partie du problème. On a besoin en tant que responsable politique dans la société civile d'acteurs sociaux qui portent aussi ce discours de consentement à l'impôt pour des dépenses utiles, pour réduire le déficit et pour financer les investissements dont on a besoin.

SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

3/ Propriétaire de mon argent et responsable de son utilisation : transparence, démocratie des circuits financiers

Sylvie Mayer (AP2E), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), Françoise Revellat (Cigales-Garrigues)

Synthèse par Sophie Desmazery de finansol (cf diaporama)

Sylvie Mayer (AP2E)

Sylvie Mayer présente une 4ème campagne proposée par AP2E:

Citoyens économiques, plus nombreux aux assemblées générales de nos coopératives, et mutuelles banques assurances.

D'abord un constat : en France, nous avons 60 % des dépôts qui sont dans des mutuelles et coopératives bancaires. Donc premières institutions financières à peser sur l'économie dans notre pays.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



A partir de là, nous avons organisé depuis 4 ans une *campagne* qui a mené à 10 propositions en trois thèmes :

1) La démocratie participative c'est d'abord qu'il y ait une réelle représentation des sociétaires dans les organes et notamment l'organe central de la banque, l'idée d'un référendum coopératif sur les décisions stratégiques, l'idée d'un observatoire de gouvernance qui permet d'avoir de la transparence sur la façon dont agissent ces banques, puis nous pensons qu'il faut une vraie campagne électorale pour l'élection des CA et non pas des cooptations comme c'est aujourd'hui le cas.

2) Il faut aller vers une économie équitable par exemple que les banques aient des obligations d'investissement socio environnementaux solidaires et équitables.

3) Une gouvernance plus coopérative et mutualiste, que la loi soit appliquée à toutes les structures, que les rémunérations soient limitées. Limiter le cumul des mandats, et une mise en place de la parité qui est désormais dans la loi.

FINANCE

Cette campagne s'est organisée en 4 temps forts :

- des assemblées générales d'abord : nous avons investi les assemblées générales pour poser un certain nombre de questions (quel soutien financier local, quels apports au programme des logements sociaux, qu'en est-il des frais bancaires, comment agir face au surendettement, quelle parité dans vos organes de décisions, etc...).

- Obtenir un label et un prud'homme de la médiation avec des vrais médiateurs indépendants et ayant des moyens, une réglementation européenne sur l'indépendance de la médiation et une véritable co médiation entre la banque et le consommateur.

- Nous avons créé des indicateurs : un indicateur entre l'investissement local des dépôts, un rapport entre le crédit et le dépôt.

- L'étude comparative que l'on a fait sur l'ensemble des banques, cumul des mandats, électifs et représentatifs la parité hommes/femmes et cumul de mandats. Vous pouvez retrouver tous ces chiffres sur le site www.ap2e.fr

Nous allons vers une 5ème campagne pour reconquérir notre pouvoir de sociétaire et faire en sorte que la banque assurance coopérative et mutuelle avec ses élus, ses salariés, ses sociétaires reprenne toute sa place par des pratiques renouvelées dans la famille de l'ESS, et contribue ainsi à l'alternative.

SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Jean-Louis Bancel

Il faut que le client sociétaire soit au début et à la fin de la chaîne. Il ne faut pas limiter la place du sociétaire simplement à une fonction de contrôle. C'est d'abord une fonction de propositions, d'impulsion, d'orientation, d'expression de ses besoins et de ses choix. Il appartient aux sociétaires et les clients de peupler les CA.

Il faut rendre des comptes et pas simplement des comptes une fois par an, il faut le faire à l'AG, mais il faut d'abord qu'il y ait des sujets très importants à traiter à l'AG, c'est toujours donner le pouvoir d'interpellation.

Transparence

Nous avons fait cette année au Crédit Coopératif une étape importante dans notre rapport coopératif : nous avons publié un tableau qui explique d'où vient l'argent qui est géré par le crédit coopératif, de ses clientèles, à qui il est prêté...

FINANCE

Tout ce qui est entrain de se passer, c'est très important, parce que c'est cette capacité à agir, parce qu'avant d'en être réduit à voter avec ses pieds, il faut si possible utiliser à fond son pouvoir de décision, d'orientation, y compris en interpellant les dirigeants et y compris les salariés. Il faut que cette interpellation, cette démocratie ait lieu au plus près du terrain dans les caisses, les agences, structures locales. Nous, crédit coopératif, nous avons donc monté des conseils d'agences et des comités de régions pour que périodiquement ce pouvoir d'initiation et de contrôle ait lieu.

Françoise REVELLAT

Françoise REVELLAT présente deux exemples, deux outils d'épargne et d'investissement solidaire et citoyen que sont les CIGALES & Garrigues qui est une coopérative de capital risque.

- Les cigales (Clubs d'Investisseur pour une Gestion Alternative de l'Economie Solidaire)

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris

Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



FINANCE

Ce sont des clubs de citoyens qui veulent finalement donner du sens à leur argent, et savoir où va cet argent.

Ces clubs sont sous forme d'indivision volontaire sur le plan juridique. C'est un statut inspiré des clubs d'investisseurs boursiers. Nous avons donc 20 personnes qui épargnent tous les mois et qui vont investir ces sommes dans des entreprises. Ce sont plutôt des TPE en démarrage, en sachant que nous investissons uniquement en capital dans des sociétés,

Les **CIGALES** sont aussi une façon pour les épargnants de se réappropriier leur argent, de comprendre un peu mieux les mécanismes financiers et de diffuser les valeurs de la finance responsable au-delà d'un cercle d'experts financiers.

Nous avons aussi un rôle d'accompagnement auprès des chefs d'entreprises qui sont souvent un peu seuls face à leur difficulté.

SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Françoise REVELLAT

Deuxième outil :

Garrigues créé au départ devant un constat évident de la faiblesse des sommes investies par les Cigales et de la nécessité de pouvoir investir des montants plus importants.

Garrigues est une société coopérative - une SA dirigée par un directoire, un conseil de surveillance et qui investit dans les mêmes entreprises que les CIGALES.

Garrigues investit sur des montants plus importants, des dizaines de milliers d'euros. Pour GARRIGUES la part est à 77 euros. Ce sont les membres qui gardent la maîtrise sur Garrigues.

Quelques chiffres : pour les CIGALES c'est aujourd'hui 1700 épargnants qui sont pour l'essentiel des bénévoles, il y a seulement 10 salariés sur la France et à peu près depuis le démarrage. 600 entreprises financées : des petits projets effectivement.

FINANCE

La question qui est un peu au cœur de ces débats, c'est le problème du changement d'échelle c'est-à-dire que ce sont des initiatives locales.

Le problème, c'est comment on peut financer des montants plus importants pour avoir un impact social réel.

Comment le faire sans perdre son âme, sans perdre en transparence, sans s'éloigner des critères de départ et des choix philosophiques de départ ?

Comment drainer aussi l'épargne des citoyens dans ce genre d'outil qui par définition ont une rentabilité quand même faible ?

Les **Cigales & Garrigues** ont été au démarrage d'entreprises qui sont aujourd'hui des entreprises un peu fleures de l'ESS. Il y a un certain nombre de biocoop, il y a **Art De Laine** qui est une entreprise emblématique « **remonter la filière laine dans l'Ardèche** », et pour les Parisiens il y a des structures comme « **Farine et vous** », **plateau cacao**, etc...

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



FINANCE

4/ Pour le développement d'une épargne citoyenne et solidaire à la mesure des enjeux de l'ESS

Jean-Michel Lécuyer (France Active), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), François de Witt (Finansol)

Présentation par Jean-Michel Lécuyer. (cf : diaporama)

Philippe Cacciabue (Terre & Liens)

Notre indignation est simple. Un bien commun qui est la Terre est devenu une valeur immobilière de placements, spéculative et ça, ce n'est pas possible d'accepter cette transformation. La terre, c'est juste quelques centimètres de sol fertile, qui représente peu de surface du globe, c'est 11 % simplement qui nous fait vivre, qui nous fait manger, qui nous vêtis et qui nous soignent depuis des millénaires. Il est évident que ce trésor est à partager, et il s'est passé une chose qui nous indigne, c'est que cette terre là à d'abord été privatisée, puis marchandisée, puis accaparée.

Les conséquences sont dramatiques.

SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Philippe Cacciabue

En France il est de plus en plus difficile de devenir paysan si on n'est pas fils de paysan.

La terre se dérobe sous nos pieds parce que nous avons des modes de vivre et des modes d'habiter qui entraînent une urbanisation croissante et artificielle de l'utilisation des sols. 1300ha par semaine sont bétonnés et bitumés en France : la surface de Paris tous les deux mois! Cela va vite et dans les pays du tiers monde c'est encore pire et ça s'accélère.

La politique agricole commune, qui pousse les agriculteurs à avoir toujours plus de surface parce que c'est comme cela qu'on a toujours plus « de primes » et que l'on rentabilise les gros équipements. Il a fallu réagir et notre manière de résister à **Terres de liens** a été de créer il y a 15 ans une dynamique qui a associé des mouvements paysans bio dynamiques avec **NEF** et des réseaux d'éducation populaire pour créer **Terre de liens** avec deux pieds : *un pied pour penser et un pied pour agir.*

FINANCE

Le pied pour penser est un réseau associatif qui s'appelle les associations **Terre de liens** qui va avoir pour objet de mettre en débat sur l'agenda politique, local et national la question de la relation à la terre : poser la question que personne ne pose « *à qui appartient la terre ?* ».

Les outils, ce sont une fondation Terre de liens, une foncière Terre de liens qui va collecter de l'épargne pour acheter des fermes et les louer à des paysans.

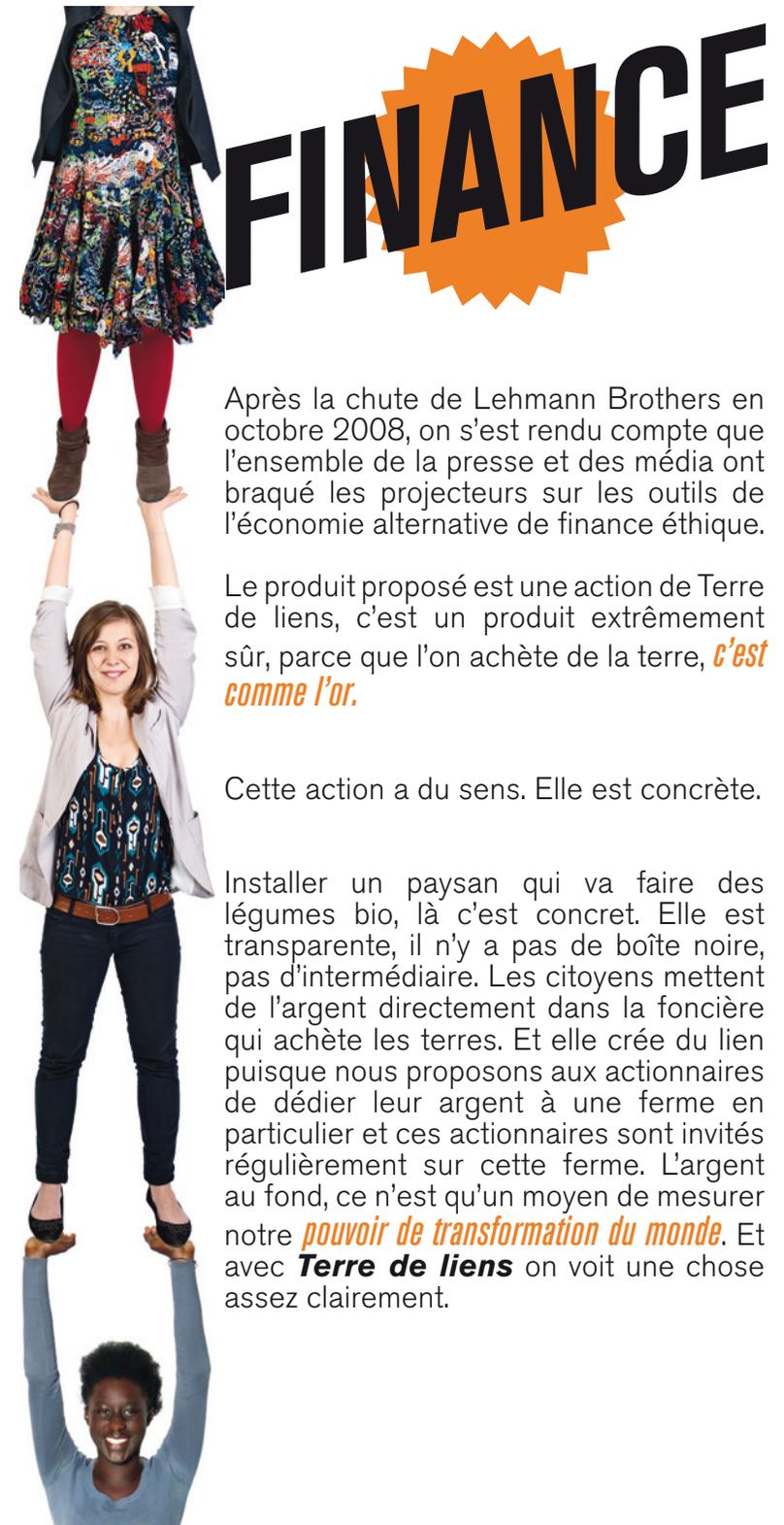
2 principes :

- l'implication des citoyens pour sortir de l'impasse « public/privé » et les pouvoirs publics et les organismes privés qui ont échoué à partager la terre. Il faut que les citoyens reprennent en main cette question-là.

- il faut utiliser de l'argent car la terre coûte très cher, mais cet argent-là doit rester un moyen.

On a signé la 19ème association régionale et nous avons 2 000 bénévoles en France qui travaillent sur tous les territoires. La fondation est créée avec 1 million d'euros de dotations, 1 000 donateurs et différentes donations. Et la foncière a collecté 21 millions d'euros, elle a acheté 55 fermes en 2000ha, installé 200 paysans.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



Après la chute de Lehmann Brothers en octobre 2008, on s'est rendu compte que l'ensemble de la presse et des médias ont braqué les projecteurs sur les outils de l'économie alternative de finance éthique.

Le produit proposé est une action de Terre de liens, c'est un produit extrêmement sûr, parce que l'on achète de la terre, *c'est comme l'or.*

Cette action a du sens. Elle est concrète.

Installer un paysan qui va faire des légumes bio, là c'est concret. Elle est transparente, il n'y a pas de boîte noire, pas d'intermédiaire. Les citoyens mettent de l'argent directement dans la foncière qui achète les terres. Et elle crée du lien puisque nous proposons aux actionnaires de dédier leur argent à une ferme en particulier et ces actionnaires sont invités régulièrement sur cette ferme. L'argent au fond, ce n'est qu'un moyen de mesurer notre *pouvoir de transformation du monde.* Et avec **Terre de liens** on voit une chose assez clairement.

SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

François de Witt

La créativité financière est sans limite.

On a vu les dégâts qu'elle provoque quand elle est mal inspirée mais cela veut dire que dans notre univers on peut encore faire plein de choses que l'on n'a pas fait: à **Finansol** nous avons déjà 120 produits labellisés. Il ya 4 ans, il y en avait 60.

Cela prouve déjà que cela se développe dans des directions les plus variées. Terre de liens était certainement l'un des projets les plus originaux que l'on a eu à accueillir mais il n'y a pas que ça et la variété de ces projets montre bien la richesse de créativité que l'on peut avoir dans ce domaine.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

FINANCE

Exemple insolite qui va vous sortir du champ de l'ESS :

Je suis allé à Londres pour rencontrer un homme qui est fascinant, **Ronald Cohen** qui est à l'origine un Capital risker, il a même créé un des plus grands fonds capital risque au monde qui s'appelle APAX PARTNERS.

Il a créé plusieurs fonds pour investir dans les quartiers du Royaume-Uni les plus défavorisés, les 25 % de gens qui sont les plus pauvres, les plus mal-logés.

Il a créé des fonds qui ont plusieurs milliers de livres ou d'euros de capital aujourd'hui. Il a provoqué la création d'une banque qui va prendre des actifs qui sont abandonnés et qui sont confiés aujourd'hui à la Caisse des dépôts, une **banque éthique qui va investir dans les projets solidaires.**

Barack Obama a créé un fonds de 600 millions de dollars pour investir dans des activités à fort impact social.

Un autre exemple extraordinaire : les Californiens vont voter un statut de société d'une compagnie aux objectifs multiples. Ces compagnies-là auront le droit de ne pas chercher le profit maximum.



FINANCE

Comment peut-on développer des activités à forte implication, à forte utilité sociale et environnementale qui est l'objet fondamental de Finansol ?

Il y a un certain nombre de personnes qui sont prêts à s'investir dans le solidaire même si cela rapporte moins, mais il faut que cela rapporte quelque chose. Donc nous sommes confrontés à un sujet intéressant de réflexion qui est « comment générer des produits solidaires qui soient rentabilisés », quand Philippe CASSABU parle de suivre l'inflation, c'est une bonne idée.

SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

CONCLUSION - Augustin de Romanet

C'est une gageure de vouloir conclure des Etats généraux aussi riches dans la mesure où finalement ce que vous avez tous exprimé, qu'il s'agisse de l'entreprise, qu'il s'agisse de la finance, c'est que l'on ne doit jamais considérer que toutes ces choses-là ont une âme et les instrumentaliser au détriment des humains.

C'est la leçon principale que l'on va pouvoir dégager des débats de ce matin : c'est que de la même façon que l'ESS s'intéresse aux entreprises sociales, elle doit aussi s'occuper de la finance sociale et ce qui s'est passé depuis quelques années a montré que *la finance avait été instrumentalisée au service d'un tout petit nombre.*

Ce débat est très intéressant parce qu'il montre aussi que l'ESS se trouve entre les intérêts privés de la société bureaucratique et de l'Etat providence qui a mal tourné, il y a la place pour quelque chose qui ressemble au développement durable et qui ne peut être promu que par les initiatives des individus qui sont dans la proximité pour voir comment vont les autres individus.

FINANCE

Une des leçons qui vient des débats c'est la nécessité de la proximité et c'est vrai que lorsque l'on a créé le fonds de cohésion sociale avec Jean-Louis Borloo en 2005, on l'a fait exclusivement parce que nous avons constaté les succès des initiatives de l'ESS.

Je me souviens très bien un jour, François Xavier Bordeaux était venu m'expliquer pourquoi et comment la caisse de crédit local de Bordeaux rendait des services en donnant des micro-crédits pour permettre à des personnes, pour chercher un travail, de s'acheter des lentilles de contact pour voir, ou se refaire faire les dents pour ne pas être honteux devant un employeur potentiel. *Ces quelques centaines d'euros suffisaient parfois à rendre employables des personnes et donc à changer leur vie.*

La Caisse des dépôts, dans tout cela vient rendre le témoignage de ce qu'une finance peut être au service des humains quand on est contrôlé par ces mêmes humains. Et dans la mesure où notre mission c'est comme le dit la loi, *l'intérêt général et développement économique*, nous sommes très engagés dans le soutien de l'ESS.

L'ESS est le seul domaine dans lequel la Caisse des dépôts n'hésite pas à être subventionneur, ce qu'elle ne fait pas habituellement, nous sommes normalement un investisseur.

Mais il existe une petite poche originale chez nous, que je revendique d'ailleurs, qui est le financement des Dispositifs Locaux d'Accompagnement, le financement des réseaux d'aide à la création d'entreprises, on a parlé de l'ADIE, de France Active, France Initiatives, les Boutiques de Gestion....et je crois qu'il est crucial que tous ces réseaux quels qu'ils soient, sachent qu'à la Caisse des dépôts, il existe un financeur qui est indépendant des régulations budgétaires ou des nécessaires restrictions des dépenses publiques qui vont survenir dans les années qui viennent.

FINANCE

Nous sommes aujourd'hui dans cette situation du constat que l'argent doit être utilisé pas uniquement pour être injecté dans les circuits dans lesquels des citoyens ou des financiers prennent leur dû.

L'exemple récent du Livret A était exemplaire une épargne solidaire. C'est de l'argent déposé par les Français dans un établissement financier avec la garantie de l'Etat et nous gérons cet argent sans aucun bénéfice pour notre propre compte au profit d'emplois d'intérêt général (logement social, hôpitaux, universités)

Et c'est vrai que le fait de pouvoir prêter sur tout le territoire au même taux à tous les organismes de logement social a été je crois un effet d'amortisseur considérable de la crise, puisqu'en plein cœur de la crise, au milieu 2009 vous avez observé que dans de nombreuses régions, le bâtiment des travaux publics n'a pas cessé de fonctionner alors qu'il était en surchauffe avant la crise prenant un certain nombre de contrats privés, alors que les organismes d'HLM ne pouvaient plus trouver des BTP pour construire des logements sociaux. Le jour où la crise est survenue, les entrepreneurs de logement social ont pu redoubler d'énergie, pour construire des logements sociaux puisque les financements étaient toujours là.

Je crois que nous sommes à un tournant de l'économie et sans doute à un tournant séculaire ; Ce qui me conduit à dire que toutes les initiatives qui sont prises aujourd'hui par vos Etats généraux, ne sont non seulement précieuses pour rendre plus humaine la finance au sein de nos Etats, à l'intérieur de nos économies domestiques, mais elles sont aussi une démarche qui va être extraordinairement importante pour les années qui vont venir afin que nous citoyens ne soyons pas dépossédés d'une faculté de régulation de la finance mondiale.

SYNTHESE DEBAT

UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

CONCLUSION (suite)

Augustin de Romanet

5 points dans les propositions qui ont été faites par ces Etats généraux :

▪ **Des citoyens plus actifs à propos de leur propre finance**, alors je dis 100 fois oui à la proposition de notre ami député européen qui a présenté Finances WATCH, je pense que l'idée de la finance soit être réservée aux personnes qui ont travaillé dans des banques d'investissement est insupportable.

▪ **Les institutions financières plus transparentes** : j'étais particulièrement intéressé par la présentation de Monsieur Bernard et du CRA.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

FINANCE

▪ **Des logiques de régulation renforcées** notamment pour le micro crédit et par les clubs d'investissements CIGALES.

▪ **Le tissu de relation et le tissu de services** qui sont rendus par tous les micros crédits est précieux dans notre pays.

▪ La Caisse des dépôts a obtenu la gestion pour le compte de l'Etat de 100 millions pour ce domaine d'activités ; le défi que nous avons aujourd'hui est celui de **bien utiliser cet argent.**

Nous sommes très à l'affût des innovations sociales et à l'affût de toutes les initiatives quelles qu'elles soient qui pourraient nous permettre dans le cadre du programme du grand emprunt de l'ESS.



FINANCE

IDEES FORTES

▪ Développer l'inclusion bancaire par : la transparence, l'auto évaluation des banques sur leurs pratiques, la certification à partir d'indicateurs.

▪ On a comme responsabilité de mettre en œuvre des réformes financières en France comme en Europe qui permettent justement de flécher directement l'épargne vers des projets.

▪ Il y a 700 mille épargnants solidaires, il y a peut-être 45 ou 50 millions d'épargnants français, on peut encore développer l'épargne solidaire si on tient compte du phénomène européen et si on a un souci de rentabilité.

▪ Il faut que le client sociétaire soit au début et à la fin de la chaîne. Donc c'est un point important, il ne faut pas limiter la place du sociétaire simplement à une fonction de contrôle. C'est d'abord une fonction de propositions, d'impulsion, d'orientation, d'expression de ses besoins et de ses choix.

SYNTHESE DEBAT COMMENT JEUNES ET MOINS JEUNES PEUVENT CONSTRUIRE ENSEMBLE LE CHANGEMENT?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium

Animateur : Jean-Guy Henckel (Jardins de Cocagne)
Intervenants : Edith Arnoult-Brill (Fédération des Auberges de Jeunesse), Clément Boudin (La Mutuelle des Etudiants - Santé), Fabien Daubisse (Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes), Danièle Demoustier (Sciences Po Grenoble), Jean-Arnaud Munch (Union Nationale des Etudiants de France), Philippe Lemoine (LASER), Florian Meyer (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), Thierry Pech (Alternatives Economiques), Jérémie Godet (Vice-Président du Mouvement Rural des Jeunesses Chrétiennes)

Pour prendre en compte les rêves, les interrogations et les difficultés des jeunes qui feront le monde demain, un dialogue public entre générations doit avoir lieu. Ce débat en est une contribution : des personnalités de la société civile et du monde économique ont échangé avec des jeunes engagés dans l'ESS sur la base d'un scénario pour l'avenir proposé par ces derniers.

ARCHITECTURE DU DEBAT THEMES ABORDES :

Quel avenir pour la jeunesse ? Présentation d'un diaporama réalisé par les intervenants du groupe jeun'ESS sur les sujets suivants :
Emploi - santé - logement - Education

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

JEUNES

IDEES FORTES HALTE AU BIZUTAGE !

1. L'enjeu est avant culturel et politique : il s'agit de considérer la jeunesse comme un investissement et non comme un coût. A partir de cette logique, la dépense publique doit faire sa révolution et être optimisée pour permettre aux jeunes de maîtriser leurs parcours professionnel.

2. Pour l'ESS, il y a une nécessité à revendiquer un droit d'accès à l'emploi par l'intermédiaire d'un contrat de droit commun sur le long terme (éviter les stages et les contrats courts à répétition ou les services civiques déguisés en emplois).

3. La spécificité de l'ESS est de permettre à des jeunes d'assumer des responsabilités via des engagements (bénévolat, service civique). Les compétences qui en résultent doivent être pleinement reconnues et valorisées comme telles dans les parcours professionnels, notamment à travers la validation des acquis de l'expérience.

4. Sous réserve d'un accompagnement et d'un plan de formation adapté, le service civique peut constituer un tremplin vers l'emploi dans l'ESS.

5. Le compagnonnage est une pratique qui s'inscrit dans les valeurs de l'ESS. Celle-ci pourrait être davantage développée pour faciliter la prise de responsabilité professionnelle des jeunes mais aussi pour leur permettre d'exercer des fonctions décisionnelles (administrateurs, présidents...).

JEUNES

VERBATIM

Jean-Guy HENCKEL

« Ces Etats généraux ne pouvaient faire l'impasse sur les générations futures sans commettre une grave faute puisqu'ils se priveraient des forces vives d'avenir qui vont transformer l'ESS et, au-delà, la société ».

Sur l'emploi

Florian MEYER

Des chiffres inquiétants : le chômage des jeunes est approximativement de 20% depuis 30 ans. Dans certains quartiers populaires, il atteint quasiment 50%. D'après une enquête JOC/CSA (2011), 70% des jeunes actifs estiment que les employeurs les considèrent comme des chiffres ou des objets et 47% des jeunes ne se sentent pas libres de choisir leur premier emploi.

« Rien ou presque rien ne prépare un jeune à entrer dans le monde du travail que ce soit dans l'économie classique ou dans l'ESS ».



SYNTHESE DEBAT

COMMENT JEUNES ET MOINS JEUNES PEUVENT CONSTRUIRE ENSEMBLE LE CHANGEMENT?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium

L'instabilité de l'emploi, caractéristique des nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi, a des répercussions sur les autres domaines de la vie d'un jeune : logement, santé, loisir... Cela complique surtout une incapacité à construire un projet de vie. Cette instabilité s'installe dans la durée et met à mal la cohésion sociale de notre société.

Edith ARNOULT-BRILL

« On se retrouve dans une société où la solidarité par rapport au travail est de moins en moins possible. Celui qui a un travail ne cherchera pas à le partager avec celui qui n'en a pas puisque le travail est une ressource de plus en plus rare »

Jean-Arnaud MUNCH

Dans ce contexte, l'ESS est présentée comme un champ dans lequel les jeunes peuvent prendre des responsabilités, par exemple via un engagement bénévole ou un service civique. Expériences qui peuvent être ensuite valorisées dès l'entrée dans la vie active sous réserve d'une véritable reconnaissance

JEUNES

Bien souvent, on constate dans l'ESS des salaires tirés vers le bas pour les jeunes diplômés. Cette situation ne facilite pas l'attractivité des emplois du secteur et accentue la précarité des jeunes salariés. « On ne peut laisser dire que cette situation est une fatalité. Elle est aussi la résultante de choix »

Sur l'éducation

Jean Arnaud MUNCH

Un étudiant sur deux est contraint aujourd'hui d'exercer une activité salariée pour pouvoir financer ses études. « Quand il faut travailler une vingtaine d'heures par semaine, les chances de réussite pour un étudiant réduisent ».

Danièle DEMOUSTIER

Concernant la prise en compte de l'éducation par l'ESS, celle-ci est inexistante. « Il est important en ces temps de troubles économiques que l'ESS soit davantage présente dans les contenus éducatifs. En même temps, il faut introduire plus de coopération, d'association, de mutualisation dans nos pratiques éducatives ».

Sur la santé et le logement

Clément BOUDIN

Quelques chiffres alarmants sur la santé (enquête LME 2010) : 34% des répondants ont renoncé à consulter un médecin pour des raisons économiques.

JEUNES

Même motif invoqué pour un étudiant sur cinq en ce qui concerne les traitements médicaux. « Ces tendances ne sont pas sans conséquences sur le suivi des études et sur la réussite ».

Fabien DAUBISSE

En matière de logement, le changement régulier de logement est devenu la norme pendant les études. « Que ce soit pour les études ou pour un premier emploi. Tout est fait pour rendre l'accès au logement compliqué ».

ECHANGES AVEC LA SALLE

Et l'économie sociale et solidaire dans tout ça ?

« D'ici 2018, 650 000 salariés de l'ESS partiront à la retraite. Comment faire face à ce trou d'air démographique ? C'est principalement par l'intelligence collective que nous y parviendrons. Il faut tout d'abord faire connaître l'ESS et donner envie aux jeunes de s'y investir de façon bénévole ou en tant que salarié. Il faut également faire vivre de façon dynamique l'ESS et y associer les jeunes dans toutes ses dimensions. Sur ce point, nous avons tout intérêt à nous inspirer du compagnonnage : un jeune et un moins jeune qui transmet au premier son savoir et les valeurs pour lesquels il s'engage. Enfin, il va nous falloir organiser le renouvellement des bénévoles et salariés de l'ESS. Pour notre part, au MRJC, nous faisons en sorte que les administrateurs et administratrices en situation de décision soient des jeunes, aux niveaux national et régional ».

Jérémie GODET, Vice-Président du Mouvement Rural des Jeunesses Chrétiennes



SYNTHESE DEBAT

L'INNOVATION SOCIALE

UN LEVIER POUR LES TERRITOIRES

Vendredi 17 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Animateur : Stéphane Vincent, La 27ème région, Laboratoire d'innovation publique

En ouverture : Marie-Guite Dufay, Présidente de la Région Franche-Comté et de la commission Economie sociale et solidaire de l'ARF

Et les interventions de : Hugues Sibille (Président de l'Avisé et vice-président du Conseil supérieur de l'Economie sociale et solidaire), Jean-Paul Planchou (Vice-président de la Région Ile de France, en charge du développement économique, de l'innovation et de l'ESS), Muriel Nivert-Boudou (Déléguée générale de la CRES Languedoc Roussillon), Michel Dinet (Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle), Seybah Dagoma (Adjointe au maire de Paris en charge de l'économie sociale et solidaire), Jean-Philippe Magnen (Vice-président de la Région Pays de la Loire)

En clôture : Christiane Bouchart, Présidente du RTES

De nombreuses entreprises sociales s'engagent dans des démarches d'innovation : pour apporter des réponses nouvelles aux besoins sociaux, elles expérimentent, prennent des risques, mènent des activités de R&D, s'entourent de compétences... Pourtant, elles rencontrent aujourd'hui des difficultés pour financer et accompagner leurs innovations.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

www.pouruneautreconomie.fr/synthesesdebats

INNOVATION
SOCIALE

Faire émerger des réponses à des besoins sociaux ? Repérer et diffuser des projets socialement innovants ? Financer le changement d'échelle de ces projets ? L'innovation sociale est un enjeu majeur du développement des territoires et un levier pour élargir la portée des politiques d'économie sociale et solidaire. Cette conférence apporte un éclairage, des témoignages inspirants et des clés pour permettre aux collectivités locales de s'investir dans la dynamique de l'innovation sociale.

ENJEUX FORTS

- Faire reconnaître l'innovation sociale comme innovation à part entière
- Ouvrir les dispositifs existants de l'accompagnement & du financement de l'innovation: Nationaux : OSEO, CIR, ... Régionaux : conseils régionaux, incubateurs, ...
- Générer de l'innovation sociale et faire émerger les nouvelles réponses aux besoins sociaux prioritaires
- Renforcer le secteur associatif dans sa capacité à innover
- Accompagner le changement d'échelle -> sortir du local / micro



INNOVATION SOCIALE

IDEES FORTES

POURQUOI L'INNOVATION SOCIALE ?

- Pour mieux répondre aux besoins sociaux, apporter des réponses concrètes et efficaces, là où ni les pouvoirs publics, ni le marché ne peuvent répondre seuls
- Pour moderniser les services publics en co-construisant les solutions avec les citoyens, les usagers
- Pour inspirer de nouvelles politiques publiques
- Pour favoriser de nouvelles alliances : économie sociale / économie classique ; innovation sociale / innovation technologique

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SYNTHESE DEBAT

L'INNOVATION SOCIALE

UN LEVIER POUR LES TERRITOIRES

Vendredi 17 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Parmi les initiatives présentées

En Ile de France, la stratégie régionale de développement économique et d'innovation affiche un soutien à l'innovation sociale.

A titre d'exemple, le champ de l'innovation sociale pourrait faire l'objet d'une mission de préfiguration pour un futur « **Plan de développement de l'innovation sociale en Ile-de-France** », confiée au Centre Francilien de l'Innovation (CFI) en lien avec **L'Atelier** – Centre de ressources de l'Economie Sociale et Solidaire »

RETROUVEZ PLUS D'INFOS
SUR
www.pouruneautreconomie.fr

INNOVATION
SOCIALE

En Languedoc Roussillon, **Realis** est une signature et un réseau d'acteurs, porté par la Chambre régionale d'Economie Sociale du LR comprenant l'**Urscop**, la **Région Languedoc-Roussillon** et l'**Avisé** au niveau national. Son objectif : **consolider et favoriser l'émergence d'initiatives entrepreneuriales.**

Le **Conseil Général de Meurthe et Moselle** a fixé comme priorité « l'innovation citoyenne ». En 2010, il a ouvert les Ateliers départementaux.



INNOVATION SOCIALE

Cette initiative s'adressait aux partenaires publics et privés du département. 500 propositions formulées, autour des thèmes Habiter durablement, être mobile raisonnablement, Entreprendre solidairement, Vivre fraternellement et Être jeune aujourd'hui. Depuis avril sont mises en place pour les citoyens des « **Fabriques départementales** ».

En matière de prévention et gestion des déchets, les acteurs du territoire, notamment les acteurs de l'ESS font preuve d'innovation dans leurs méthodes, leurs organisations, leurs partenariats et dans les compétences qu'ils développent. Cependant, il s'agit souvent d'initiatives isolées, et de petite taille. **Nantes Métropole** s'appuie sur celles-ci pour engager une démarche de modernisation de sa politique de prévention et gestion des déchets.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SYNTHESE DEBAT

SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Animateur : Hugues Sibille (Avisé)

Intervenants : Véronique Descacq (CFDT), Alain Cordesse (Usgeres), Jean-Baptiste de Foucauld (Pacte Civique), Dominique Duquet (ATD Quart Monde), Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques), Roger Godino (INSEAD), Patrick Lenancker (CG SCOP), Fred Menard « La Coursive Boutaric », Agnès Naton (CGT)

Comment le citoyen peut-il retrouver son influence hors et dans l'entreprise ? Alors que la financiarisation de l'économie entraîne une forme de délitement du lien social et sociétal ; l'ESS par son modèle apporte des réponses différentes en inscrivant l'homme au cœur de ses projets.

ARCHITECTURE DU DEBAT

1 / La citoyenneté à l'épreuve de la rigueur ou comment reprendre la main sur notre destin, entre austérité et banqueroute

2/ Inventer un mode de gouvernance au sein des entreprises, équitable et respectueux des hommes et de l'environnement (RSE, outils de management et développement de la qualité de l'emploi)

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

1 / La citoyenneté à l'épreuve de la rigueur ou comment reprendre la main sur notre destin, entre austérité et banqueroute

Jean-Baptiste de Foucauld (Pacte Civique)

Comment le citoyen peut-il agir de façon globale face à la complexité de la société pour que les valeurs de l'économie sociale irriguent davantage l'économie ?

C'est le but du Pacte Civique. Il repose d'abord sur un diagnostic il faut retrouver un nouveau paradigme, retrouver le sens des limites, s'appuyer sur un nouveau vivre ensemble qui est créatif, faire bouger des forces autour de 4 valeurs :

- Plus de créativité au service du sens
- De la sobriété
- De la justice
- De la fraternité

Aujourd'hui le changement doit se faire en même temps autour de 3 niveaux différents :

1) Au niveau des comportements individuels: changer les fonctionnements organisationnels, et changer les modes des institutions et les politiques publiques.

Le pacte repose sur 32 engagements qui sont des orientations de principe, pacte auquel il est demandé d'adhérer soit individuellement, soit en tant qu'organisations, collectivités.

OLIGARCHIE

Exemples d'engagements personnels : prendre des temps de pause, ou donner la parole à ceux qui ne la prennent pas.

2) Au niveau des comportements collectifs.

Exemple d'engagements collectifs : attacher plus d'importance aux personnes qu'aux soucis de rentabilité, réduire les écarts de revenus...

C'est une démarche de 3 ans. Le collectif fera un bilan fin 2012 et 2013 d'auto évaluation individuels et collective. Dans le cadre des présidentielles un pacte simplifié pour le grand public sera proposé.

Pôle de coopération culturelle économique et sociale.

C'est un projet à la fois sectoriel (regroupement de plusieurs entreprises culturelles) et Territorial (le directeur de l'OPAC a proposé d'intégrer notre projet dans un immeuble de 140 logements sociaux dont la moitié est vacant).



SYNTHESE DEBAT SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Fred Menard (La Coursive Boutaric)
*Comment soutenir une démarche
artistique et développer le lien social via
des acteurs culturels?*

PROJETS EN COURS :

Réhabilitation de l'immeuble
Réaménagement et réhabilitation de
l'esplanade au pied de l'immeuble.
Objectif : mixer les 2 usages au sein de
l'immeuble : 2/3 de logements sociaux, 1/3
au pôle de coopération culturel.
Les associations créées font travailler 13
salariés permanents et 100 bénévoles dont
50% habitent l'immeuble.
Le projet peut-être transféré dans d'autres
territoires tout en faisant attention au contexte
local, l'histoire, la philosophie d'un quartier.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et
présente des extraits des riches échanges et propositions
qui ont émergé

**Pascal ARRIBAT (SCOP NEVINOX) : entreprise
de chaudronnerie qui a été reprise par ses
salariés :**

Crée en 1947 à NEVERS avec 3 secteurs
d'activités :

- Les **échangeurs** – spirale pour le nucléaire
et pour le pétrole
- Les refroidisseurs de lait
- Des grosses citernes en inox pour la
1370 salariés dans les années 70

Après plusieurs réorganisations,
restructurations, rachat et séparations
d'activités la branche Américaine GEA avait
pour objectif de délocaliser l'activité en
Allemagne et muter les 70 salariés à Dijon.

Refus des salariés et reprise de l'activité par
25 d'entre eux et la création de 11 postes
salariés.

Aujourd'hui 20 salariés (ancien de l'entreprise
et en particulier plus de 50 ans). Importance
de maintenir l'emploi sur Nevers.

Aujourd'hui la SCOP est le 3ème fabricant de
refroidisseurs de lait en France et est confronté
à des pressions de rachat et abandon du statut
de SCOP.

OLIGARCHIE

Patrick Lenancker (CG SCOP)

*Quel soutien de la confédération des
scop sur les possibilités de reprise
d'entreprise ?*

Les projets sont nombreux entre 500 et
600 000 entreprises dans les 10 années à
venir. Beaucoup de TPE.

Certaines seront reprises par des fonds
d'investissement parce qu'elles sont
stratégiques les plus modestes resteront
sur le côté.

Les salariés ont besoin d'un
accompagnement d'où le réseau d'union
régionale sur l'ensemble du territoire.

Véronique Descacq (CFDT)

L'ESS n'est pas marginale. C'est vraiment un
mode d'exercice de l'activité économique.
Cela répond en partie à la question du sens
et donc de la créativité au service du sens.
Il nous faut reconstruire de la cohésion
sociale, ce qu'on appelle un pacte social.



SYNTHESE DEBAT

SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Véronique Descacq (CFDT)

Considérer que la cohésion sociale n'est pas seulement une exigence éthique ou une exigence sociale, c'est aussi une exigence économique.

Nous proposons un pacte autour de 3 grands points :

- La question des solidarités intergénérationnelle avec la question de la dette. **Comment mutualiser les moyens pour la financer ?**

- La protection sociale : **comment réadapter tous nos systèmes de protection sociale ?**

- La fiscalité : **Réformer en profondeur la fiscalité pour la rendre plus équitable, plus juste, plus acceptable.**

Panorama des Etats généraux de l'ESS
 17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
 Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques)

Sur la question de la **reprise d'entreprise en SCOP**, trois conditions :

- La situation ne doit pas être trop dégradée, il ne s'agit pas d'organiser l'auto exploitation des salariés.
- Etre situé sur un marché où l'entreprise à une certaine unité stratégique
- Qu'il y ait une vraie communauté culturelle

Patrick Lenancker (CG SCOP)

LA DÉMOCRATIE NOUS RÉUSSIT

Les salariés souhaitent un travail le plus intéressant possible. La démocratie est un gage de sécurité même si les décisions sont plus longues à prendre.

Aujourd'hui il y a 2 000 SCOP en France, comment passer à 10 000 ou 30 000 ?

- Il faut que les SCOP génèrent des SCOP ce qui n'est pas le cas actuellement ;
- Il faut faire des alliances avec le monde des PME
- Il faut développer toutes les formes d'entreprises participatives

Les SAE et les SCIC donnent des supports pour développer le monde coopératif.

OLIGARCHIE

2/ Inventer un mode de gouvernance au sein des entreprises, équitable et respectueux des hommes et de l'environnement (RSE, outils de management et développement de la qualité de l'emploi)
 Roger Godino (INSEA), Patrick Lenancker (CG SCOP), Agnès Naton (CGT)

Dominique Duquet (ATD Quart Monde) : présentation de l'entreprise solidaire TAE (travailler et apprendre ensemble. Projet pilote d'ATD), 20 salariés.

3 activités : Rénovation du matériel informatique, second œuvre en bâtiment, entretien de locaux.

Mixité sociale : salariés privés d'emploi, et personnes diplômées qui quittent la sécurité de leur emploi pour participer au projet solidaire.

C'est un projet qui se construit non pas pour les salariés mais **avec la participation de tous** dans le souci de la dignité de chacun. De cette expérimentation naissent des pratiques d'entreprises originales, innovantes.



SYNTHESE DEBAT

SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Dominique Duquet (ATD Quart Monde)

On encourage la participation à la réflexion et aux décisions de l'entreprise. Des volontaires viennent réfléchir aux règles de l'entreprise par exemple refaire le règlement d'entreprise, proposer une politique sur l'absentéisme, lors d'un référendum anonyme, on s'exprime sur l'ambiance de la semaine, on en tire un indicateur aussi important que la production.

Sous statut de **Chantier école**, nous transformons systématiquement les contrats aidés.

80 % des salariés ont un CDI pour qu'ils puissent s'impliquer durablement dans l'entreprise

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

Alain Cordesse (Usgeres)
La diversité en entreprise

Signature d'un accord en juillet 2010 avec 4 confédérations sur les risques psychosociaux, alors que l'on constate que la souffrance au travail est un problème de plus en plus important. Ce avec un effort particulier sur la santé au travail dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Un autre accord a été signé sur les parcours d'évolution professionnelle signé par trois confédérations qui porte sur la transférabilité du DIF à différentes branches de l'ESS de telle sorte que les salariés soient en mesure de pouvoir changer d'employeur.

Pierre Yves CHANU (CGT)

Nous partageons un certain nombre d'objectifs avec l'USGERES et une vision de ce qui doit être les relations sociales dans l'entreprise. L'ESS doit être exemplaire sur ces sujets.

Un autre sujet développé actuellement avec **France Active** porte sur l'épargne salariale solidaire pour contribuer à l'économie sociale et solidaire.

Nous avons travaillé avec 4 confédérations pour mettre en place un dispositif de labellisation d'épargne salariale afin des proposer des outils aux salariés sur leurs investissements afin d'encourager l'investissement socialement responsable.

OLIGARCHIE

V. Descacq

L'investissement social responsable prend de plus en plus d'importance. Aujourd'hui on atteint 5 milliards de fonds labélisés on pense doubler dans 12 mois.

Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques)

Notre démocratie est très différente dans son fonctionnement et dans ses finalités que la démocratie dans l'ensemble de la société.

Dans l'ensemble de la société la démocratie a pour but de **représenter la diversité**, d'être pluraliste et de rendre possible une alternance.

Dans nos structures c'est exactement l'inverse, la démocratie a pour but d'assurer la pérennité du projet initial et d'éviter surtout qu'il dévie, d'où des listes uniques aux élections, la cooptation qui élimine les femmes, et donc des modèles qui peuvent paraître par certains côtés une sorte de totalitarisme.

La démocratie se pose dans toutes les entreprises pour aller vers une économie plus juste, pour que le pouvoir soit partagé.
Ce que nous pouvons faire c'est donner l'exemple.



SYNTHESE DEBAT

SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Roger Godino (INSEA)

Roger Godino insiste sur l'importance du secteur de l'ESS qualitative au-delà de son importance quantitative.

En cette période de transformation importante du capitalisme, *l'ESS représente un laboratoire d'expérience remarquable* avec des démonstrations qui ont déjà été faites qu'un certain nombre de valeurs peuvent entrer dans l'entreprise et en faveur de son efficacité.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

www.pouruneautreconomie.fr/synthesesdebats

LA DÉMOCRATIE EST UN MOYEN DE TRANSFORMATION AVEC PLUSIEURS ÉTAPES :

- Il faut revoir le statut de l'entreprise capitaliste, le capitaliste ayant la propriété du capital de l'entreprise et non pas l'entreprise

- Il faut réformer la gouvernance et refuser le modèle de conseil d'administration et de PDG pour un modèle de conseil de surveillance et de directoire. Le directoire étant recruté en fonction de ses compétences de son efficacité, le conseil de surveillance sur la base de sa représentativité. Le vrai débat démocratique dans l'entreprise aura lieu au niveau du conseil de surveillance.

L'entreprise classique capitaliste développe les inégalités, pervertit ou aliène le travail au point que l'on parle de souffrance au travail. Elle réussit à transformer le consommateur en un consommateur aliéné qui ne représente plus que la variante de l'ajustement de production et non la correspondance à des besoins dédiés.

La première grande réforme est la réforme de la régulation mondiale et financière, la deuxième d'importance égale est la réforme de l'entreprise.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

OLIGARCHIE

ECHANGES AVEC LA SALLE

Questions

- Trouver un système pour que nous aussi, femmes, moins jeunes, vieilles, très vieilles, très jeunes, puissions apporter notre complémentarité, notre plus-value, notre sens de la transversalité qui manquent à l'ESS.

- L'ESS est un sujet de Master. Par rapport à l'Oligarchie, peut-on avoir la reproduction des élites ?

- Comment pourrait-on passer de 5 000 à 10 000 SCOP en quelques années ? proposition d'un droit de préemption par les salariés de l'entreprise cédée comme les locataires.

Réponses

- V. Descacq : L'oligarchie si on ne se méfie pas existe partout. La démocratie ce n'est pas forcément le droit de vote, c'est aussi



SYNTHESE DEBAT

SORTIR DE L'OLIGARCHIE

RETABLIR LA PLACE DES CITOYENS DANS LA CITE ET DANS LES ENTREPRISES

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

ECHANGES AVEC LA SALLE (SUITES)

- Pierre Yves Chanu CGT (représente A. Naton):

La confiscation du pouvoir de quelques-uns sur les conseils d'administration, le nombre d'administrateurs qui ont plusieurs mandats. Nous souhaitons que la participation des salariés soit plus large notamment à la gestion de l'entreprise.

- Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques)

L'ESS dans sa gouvernance est extrêmement masculine autant que les sociétés à capitaux. C'est une démocratie qui est très cooptée dans des groupes restreints.



OLIGARCHIE

IDEES FORTES

- Une fois que les salariés se sont mis dans l'idée qu'ils sont capables de reprendre une entreprise ils vont trouver des solutions
- La démocratie ce n'est pas forcément le droit de voter c'est aussi l'équilibre du pouvoir
- Il faut faire des alliances avec le monde des PME
- Il faut développer toutes les formes d'entreprises participatives
- De nos expérimentations naissent des pratiques d'entreprises originales, innovantes
- Il faut revoir le statut de l'entreprise capitalistique, le capitaliste ayant la propriété du capital de l'entreprise et non pas l'entreprise
- Il faut réformer la gouvernance et refuser le modèle de conseil d'administration et de PDG pour un modèle de conseil de surveillance et de directoire. Le directoire étant recruté en fonction de ses compétences de son efficacité, le conseil de surveillance sur la base de sa représentativité. Le vrai débat démocratique dans l'entreprise aura lieu au niveau du conseil de surveillance.

*Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et
présente des extraits des riches échanges et propositions
qui ont émergé*

SYNTHESE DEBAT

INVESTIR DANS LES SOLIDARITES

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Animatrice : Béatrice Delpech (CPCA)

Intervenants : Docteur Didier Menard, Jean-Michel David (FAPIL), Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française), Nicole Maestracci (FNARS), Bernard Devert (Habitat & Humanisme), Luc Belval (E2i), Marc Georgeon (Sol), Olivier Bernard (Médecins du Monde), Nicolas Sadoul (Ligue de l'enseignement), Martin Hirsch (Service Civique)

L'ESS n'est ni une économie d'assistés ni une économie de la réparation. En répondant à l'intérêt général, l'économie sociale et solidaire s'adresse « entre autre » aux personnes en situation d'exclusion, mais pas uniquement. Il est nécessaire d'aller à l'encontre des représentations qui feraient de l'ESS un secteur par et pour les pauvres ou destiné uniquement aux exclus.

ARCHITECTURE DU DEBAT

1 / Face à des besoins économiques et sociaux croissants quel accompagnement pour un accès aux droits

2/ Dans un contexte de dépenses publiques sous forte tension comment adapter les politiques aux évolutions incontournables de la société pour un investissement tourné vers l'intérêt général, permettant de réduire les inégalités et facteur de cohésion sociale ?

SOLIDARITES

1 / Face à des besoins économiques et sociaux croissants quel accompagnement pour un accès aux droits

Docteur Didier Menard, Jean-Michel David (FAPIL), Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française), Nicole Maestracci (FNARS), Bernard Devert (Habitat & Humanisme)

Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française)

On voit s'accroître aujourd'hui, dans les dépenses liées à la santé, le reste à charge pour les personnes en situation de précarité ; nous faisons face ici à une des contradictions majeures de la société d'aujourd'hui : alors même que nous soignons mieux, *les inégalités de santé se développent.*

Nous observons également que les actions de prévention profitent d'abord aux personnes les plus favorisées. Un enjeu pour demain : innover sur la prise en charge des soins ; il y aura certainement un travail important de conscientisation et de réflexion commune à faire auprès des mutuelles.

Dr Didier Ménard - Maison de la Santé des Francs Moisis

- La violence est présente :

- (i) dans l'économie populaire des quartiers, qui n'est pas très solidaire,
- (ii) pire encore dans l'économie libérale.

- Comment faire venir des jeunes médecins dans les quartiers pour qu'ils soient à la fois heureux d'y travailler et que la population les accepte ?
6 jeunes médecins sont attendus à partir du 11 octobre.

- Passer du soin à la santé, approche médico-psycho-sociale-culturelle, une concertation a été menée, ainsi qu'un diagnostic santé de la population desservie.

SOLIDARITES

- Dans le collectif de travail, apprendre à établir une coopération non hiérarchique.
- Adapter les pratiques en fonction des gens ; par exemple, pour la souffrance au travail on prescrit le syndicalisme plutôt que des anxiolytiques.
- Des activités complémentaires ont été mises en place, telles que de la musicothérapie.
- Un comité des habitants usagers citoyens a été constitué (CHUC) ; la salle d'attente comporte un café santé.

Nicole Maestracci (FNARS)

L'enjeu de demain est de ne pas demeurer dans des politiques alternatives, qui varient trop souvent au gré des remaniements politiques, mais de pérenniser des politiques publiques qui fonctionnent. La dernière loi contre les exclusions date de 98, elle doit être largement revue ; les personnes sont plus mobiles, les politiques publiques doivent être plus intégrées.

Enfin les politiques publiques doivent être évaluées sur les moyens en œuvre et non pas seulement sur les résultats, comme on le fait aujourd'hui. Les organisations doivent pouvoir bénéficier d'une plus grande liberté de moyens.

SYNTHESE DEBAT

INVESTIR DANS LES SOLIDARITES

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Nicole Maestracci (FNARS)

Par ailleurs, nous ne pouvons plus continuer à parler d'une « catégorie d'exclus ».

Un autre enjeu : *développer l'information autour de l'accès aux droits* ; beaucoup de personnes (et pas seulement les plus précaires) ne connaissent pas leur droit, on voit bien depuis quelques années l'augmentation du non recours (CMU, RSA, DALO...).

Il existe des difficultés à généraliser ce qui marche. Il faudrait traduire les mécanismes qui marchent en politiques publiques, hors du ghetto des politiques alternatives.

Prenons l'exemple du DALO. *Il ne suffit pas d'une loi pour que les gens aient accès au Droit*. Il faut qu'elle puisse être appliquée. La bilan DALO est très mitigé, car on n'a pas mis en place la politique publique correspondante. Comment mettre en place un mode de gouvernance appropriée que le territoire.

SOLIDARITES

Richard Hasselman – Président de LIBR'ACTEURS

Richard Hasselman insiste sur la nécessité d'entendre les attentes des citoyens en proximité et en ce sens l'appel d'offre d'initiative citoyenne est un instrument à promouvoir. Les citoyens identifient un besoin, ils le formalisent, établissent un cahier des charges, et ensuite consultent des acteurs, publics, privés ou de l'ESS capables d'y répondre et à quel prix .

2 / Dans un contexte de dépenses publiques sous forte tension comment adapter les politiques aux évolutions incontournables de la société pour un investissement tourné vers l'intérêt général, permettant de réduire les inégalités et facteur de cohésion sociale ?

Martin Hirsh

Il existe *deux ou trois leviers* sur lesquels on a pu s'appuyer pour passer à plus grande échelle :

1. Des économistes réputés commencent à s'y intéresser, par exemple Esther Duflo et Eric Maurin. Mettre en place des systèmes permettant l'évaluation de l'efficacité des actions/activités menées dans l'ESS (ex : c. santé Grenoble ?).

2. Il existe des gens avec un haut professionnalisme qui ont envie de mettre de l'éthique dans leur travail. Quand on est pauvre, tout coûte cher. Il existe un impôt sur les pauvres qui rapporte 2 milliards d'euros.

Panorama des Etats généraux de l'ESS

17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris

Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SOLIDARITES

3. L'idée des appels d'offres inversés est une bonne idée. Par exemple, on a lancé un AO concernant les soins gratuits aux jeunes et on n'a eu aucune réponse.

Nicolas Sadoul - Ligue de l'Enseignement

Il faut mettre en place des *espaces régionaux de concertation*.

Olivier Bernard (Médecins du Monde)

La santé est un des secteurs d'analyse des inégalités : le reste à charge, le refus des soins (40% dans le secteur II). Le dispositif d'accès aux soins des immigrés ne coûte pas plus cher que celui du droit commun. Pourtant, pour ces immigrés, l'effectivité des droits n'est pas garantie. L'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé ne marche pas (CMU 2000). Il faut exiger une vraie efficacité de la CMU et des droits.

Où sont les espaces d'innovation ? Par exemple: refus total de dialogue avec l'Etat pour les usagers de drogues, pour les soins des sans-papiers. Pourtant certaines politiques publiques marchent : la prise en charge du Sida a été une politique publique qui a bien fonctionné depuis 1980.

SYNTHESE DEBAT INVESTIR DANS LES SOLIDARITES POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Richard Hasselman

La solidarité va dans le sens de l'intérêt général, ce que le citoyen a vraiment envie de partager.

Cet élan doit être protégé par un statut particulier, dès l'instant où l'on peut mesurer la performance de l'initiative citoyenne. Le citoyen est lucide, il fait la distinction entre le souhaitable et le possible, et la blanche hermine de l'associatif, non lucratif et démocrate, couvre souvent des dérives auxquelles nous devons veiller.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

[www.pouruneautreconomie.fr/
synthesesdebats](http://www.pouruneautreconomie.fr/synthesesdebats)

Panorama des Etats généraux de l'ESS

17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et
présente des extraits des riches échanges et propositions
qui ont émergé

SOLIDARITES

ECHANGES AVEC LA SALLE

Questions :

UNIOPSS

Le contexte a changé depuis 25 ans ; c'est un problème de démocratie, qui marche mal, et de gouvernance. On n'a pas encore choisi entre déconcentration et décentralisation.

L'Etat ne prenant pas sa place, des lobbies poids lourds s'y substituent.

Quand on évalue l'insertion, il faudrait avoir des indicateurs qualitatifs en plus du quantitatif.

Réponses :

F. Maestracci

Aux Francs-Moisins, la population qui augmente c'est celle des familles constituées d'une femme seule avec des enfants. Elles empruntent pour payer les soins. Il faut trouver des modalités de financement adaptés.

Il faut renverser le processus des appels d'offres. C'est le terrain qui doit les formuler et les lancer, et ce sont les organismes qui sont invités à y répondre.

Ceux qui font le paysage de l'Ile-de-France, ce ne sont pas les habitants, ni même les pouvoirs publics, ce sont les promoteurs.



SOLIDARITES

IDEES FORTES

- S'assurer de l'efficacité des droits; concevoir et suivre un indicateur de non recours aux droits.
- Participation des personnes, des usagers. «Ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi» (Nelson Mandela).
- Comment passer de micro-expériences à leur généralisation ? Cela pose le problème de la construction des politiques publiques. A commencer par des évaluations.
- Construire des approches intégrées et coordonnées dans les territoires.

SYNTHESE DEBAT LES TERRITOIRES S'INDIGNENT, INNOVENT ET PROPOSENT !

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Animateur: Laurent Fraisse

Intervenants: Suite et perspectives en régions par Jean-Louis Cabrespines du CNCRES (Conseil National des Chambres de l'Economie Sociale et Solidaire), Bruno Lasnier du MES (Mouvement pour l'Economie Solidaire)

Ancrage local des activités, emplois non délocalisables, circuits courts, services de proximité, sociétés non opérables, valorisation des capacités de travail de tous, redynamisation des territoires enclavés, engagements citoyens et bénévoles, valorisation de savoir-faire locaux, réhabilitation de filières délaissées, reprise d'entreprises par les salariés, mutualisation de compétences et des ressources...

A l'heure de la financiarisation et des délocalisations l'ESS contribue à faire des territoires le cœur de l'économie réelle !

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

TERRITOIRES

À trop insister sur les seules dynamiques territoriales de l'ESS, ne risque-t-on pas de ne retenir qu'un foisonnement d'initiatives locales sans prises sur les enjeux nationaux ? D'en faire un laboratoire d'innovations condamné à la récupération par les pouvoirs publics ou la banalisation par le marché ? D'enfermer ses acteurs et ses entreprises dans une économie de l'entre-soi ?

Reposant sur les exemples des cahiers d'espérance, les interventions ont montré combien les indignations, innovations et propositions issues des mobilisations régionales avaient une portée générale et une capacité d'entraînement à même d'interpeller sinon d'irriguer l'ensemble de la société.



S'INDIGNENT INNOVENT ET PROPOSENT !

Des initiatives locales en prise avec des enjeux nationaux

Véronique Branger, directrice de l'Assemblée permanente de l'économie solidaire (APES Nord-Pas de Calais) a présenté l'appel du collectif « *Y'a le choix* ! », une campagne rassemblant en Nord-Pas de Calais acteurs de l'ESS, réseaux associatifs et élus autour d'une revendication commune :

« *Les associations ne sont pas des prestataires comme les autres* ». Cette campagne interpelle les pouvoirs publics sur les risques d'une marchandisation croissante des services d'intérêt général et en particulier des services sociaux. La multiplication des appels d'offre pose la question des limites à la mise en concurrence dans la réponse aux besoins et droits fondamentaux des populations (se soigner, se cultiver, se nourrir, se loger...). La fragilisation du conventionnement comme mode de contractualisation historique entre pouvoirs publics et associations conduit à nier la capacité de ces dernières à être co-productrice de l'intérêt général local. C'est aussi faire fi d'une capacité l'innovation sociale qui ne saurait être par définition enfermée dans un cahier des charges.

SYNTHESE DEBAT LES TERRITOIRES S'INDIGNENT, INNOVENT ET PROPOSENT !

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

La mise en concurrence relève pourtant d'un choix politique des collectivités territoriales comme en témoigne l'engagement de plusieurs élus et des pratiques très diverses d'un territoire à l'autre.

La campagne « Y'a le choix » fait ainsi écho aux revendications d'initiatives nationale et européenne comme l'appel du collectif des associations citoyennes² ou encore le manifeste pour une nouvelle approche de l'UE sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG)³. Pour que les associations ne soient pas assimilées à des entreprises comme les autres, il convient de sécuriser leurs conventionnement et leur financement en cessant de les appréhender aux niveaux national comme européen en référence au droit des sociétés de capitaux, de la réglementation du marché intérieur et de la concurrence.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

TERRITOIRES

L'ESS est également porteur de propositions sectorielles très précises comme par exemple la reconnaissance d'un statut juridique pour la coopérative d'habitation et plus largement les diverses formes d'habitats groupés.

Dans un contexte où la spéculation immobilière et l'engorgement du parc de logements sociaux provoquent de graves difficultés d'accès au logement et de ségrégation urbaine, **Jean-Paul Sauzède** (Habicoop, Rhône-Alpes) plaide pour une nouvelle façon d'habiter.

Il s'agit de faire une place à la coopérative d'habitation, une troisième voie, entre la location et la propriété individuelle⁴. Il s'agit d'une propriété collective dont les locataires sont en même temps coopérateurs, car propriétaires des parts sociales de la coopérative. Individuellement, chaque habitant est locataire, et tous les habitants sont collectivement propriétaires.

Forme non spéculative et participative d'habitat, la coopérative d'habitation ouvre la voie à des formes de mixité sociale originales.



S'INDIGNENT INNOVENT ET PROPOSENT !

Les projets d'habitat groupé, d'habitat participatif, de coopératives d'habitation se multiplient en France depuis quelques années s'inspirant de l'importance des réussites à l'étranger (Suisse, Canada). Leur aboutissement et leur diffusion passe dans une première étape par la modification au niveau national de la réglementation publique pour rendre à nouveau possible les coopératives d'habitants.

L'ESS, un Laboratoire à même de changer d'échelle

Défricheurs de nouvelles formes de production, d'échanges et de consommation, de nombreux acteurs et entreprises de l'ESS doivent faire face à un enjeu de changement d'échelle face au risque de la récupération par le marché ou les pouvoirs publics.

Le projet du centre commercial éthique⁵, qui vise à réunir dans un même lieu à Chalon-sur-Saône l'offre de plusieurs associations, coopératives, mutuelles et structures d'insertion, tente de répondre à cet enjeu.

SYNTHESE DEBAT LES TERRITOIRES S'INDIGNENT, INNOVENT ET PROPOSENT !

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Pour Jacques Nodin (Centre Commercial Ethique, Bourgogne), le centre commercial éthique permettra aux acteurs de l'ESS de se réunir et de rendre visible « *l'entreprendre autrement* ». Le centre commercial éthique se veut à la fois lieu de commercialisation des produits et services équitables, solidaire et durable et un espace de sensibilisation, d'animation autour des questions de consommation responsable. Reste à prendre en compte le temps de maturation nécessaire pour rassembler une diversité d'acteurs locaux de l'ESS autour d'un projet commun.

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

TERRITOIRES

Jean-Michel Mezange (Scop TierrHabitat, Pays de la Loire) est porteur d'un projet de construction de logements sociaux avec des matériaux naturels en faisant appel à l'insertion⁶. Fort de l'expérience de la Scop *TierrHabitat* qui, depuis 2005, répond à une demande croissante d'un public souhaitant construire ou rénover son habitat avec des matériaux naturels, l'association *Echo Bat* combine plusieurs dimensions d'utilité sociale : éco-habitat, accès au logement, insertion de personnes en difficulté, etc.

La réalisation d'un logement social de basse consommation dans le pays d'Ancenis s'appuie sur une démarche d'insertion par l'activité économique au travers de la pérennisation de nouveaux métiers de l'éco-construction. Cette dynamique est facilitée par l'organisation d'une grappe de prestataires et de professionnels dans ce domaine.

Sortir l'ESS de l'entre soi

Alors qu'une partie de l'ESS est confrontée à un vieillissement de ses dirigeants et salariés, l'intervention de Florent Dupuis de l'association *E-graine* (Ile-de-France)⁷ témoigne de l'engagement et de l'implication des jeunes pour le développement durable.



S'INDIGNENT INNOVENT ET PROPOSENT !

Fondée en 2006 par des jeunes venant d'horizons divers, *E-graine* sensibilise au développement durable à travers trois actions :

- des ateliers ludiques, pédagogiques et participatifs (caravane itinérante sur la consommation responsable)
- un portail multimédia (www.kiagi.org) réalisé avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire
- des mallettes pédagogiques pour un public jeune.

Autre initiative qui décloisonne l'ESS, le *Pôle Services à la Personne Provence-Alpes-Côte d'Azur labellisé PRIDES* (Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique Solidaire) en 2007 par le Conseil Régional PACA.

Présenté par David Heckel de la CRESS PACA, ce réseau de coopération professionnel dans les services à la personne montre comment l'ESS peut être moteur de la structuration régionale d'un secteur en associant entreprises régionales de services à la personne (de l'économie sociale et de statut lucratif), fédérations d'employeurs, syndicats de salariés, plates-formes, universités, représentants de consommateurs, secteur bancaire et mutualiste.

SYNTHESE DEBAT LES TERRITOIRES S'INDIGNENT, INNOVENT ET PROPOSENT !

Samedi 18 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Dans un contexte de concurrence et de crise des SAP, le PRIDES soutient la diversification des services, l'innovation technologique et sociale et favorise la consolidation et l'amélioration de qualité des emplois, Facilitant un dialogue social territorial entre employeurs, salariés et pouvoirs publics, il permet une confrontation et un rapprochement des pratiques du secteur lucratif et de celui de l'ESS.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

www.pouruneautreeconomie.fr/synthesesdebats

TERRITOIRES

Quand les réseaux territoriaux appellent à une loi-cadre sur l'ESS

Nombre d'initiatives territoriales de l'ESS sont porteuses d'enjeux nationaux.

Jean-Louis Cabrespines, Président du CNCRES ainsi que Bruno Lasnier, Président du MES concluent les débats en soulignant que les déclarations de leurs réseaux fortement impliqués dans l'animation territoriale des Etats-généraux de l'ESS convergent vers l'appel à une Loi-cadre sur l'ESS.

Il s'agit de remédier à une situation d'exception où l'ESS innove et se structure dans les territoires avec le soutien de nombreuses collectivités locales sans relais au niveau des politiques nationales.

Pourtant nombre de sujets : reprise des entreprises par les salariés, financement et mise en concurrence des services sociaux, soutiens aux associations, politiques d'emplois aidés, taxe sur les mutuelles de santé, reconnaissance des coopératives d'habitation... dépendent d'autres régulations nationales. Plus largement, *l'urgence d'une autre économie et d'un autre modèle de développement passe par une action à toutes les échelles.*



S'INDIGNENT INNOVENT ET PROPOSENT !

NOTES

1. Cahier référence « Nos associations ne sont pas des marchandises » www.pouruneautreeconomie.fr/?q=node/352
2. http://www.associations-citoyennes.net/?page_id=15
3. Cahier « Pour une politique européenne de reconnaissance et de développement des services sociaux d'intérêt général de qualité », www.pouruneautreeconomie.fr/sites/default/files/reponse_cahiersess_ssigfinal_0.pdf
4. Cahier « La coopérative d'habitants, une troisième voie entre la location et la propriété individuelle ». www.pouruneautreeconomie.fr/?q=node/553
5. Cahier « Le Centre commercial éthique ». www.pouruneautreeconomie.fr/?q=node/684
6. Cahier « Construction de logements sociaux avec des matériaux naturels en faisant appel à l'insertion » www.pouruneautreeconomie.fr/?q=node/684
7. Cahier « Eduquer aux valeurs du développement durable » www.pouruneautreeconomie.fr/?q=node/493

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé